

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise

PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'AMÉNAGEMENT
— TOGO —
www.pia-togo.com



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



Certification PCI DSS

SUNU BANK TOGO MET EN CONFIANCE SES CLIENTS

Investissement dans les pays en développement

SFI lève plus 1.300 milliards FCFA

SFI, membre du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé ...

Page 3

Page 2

Myriam Adotevi
DG SUNU Bank Togo

Ali El Azzouzi
fondateur de
Dataprotect



Accidents de circulation

Préserver les intérêts des victimes

Un atelier de sensibilisation sur les procédures d'indemnisation des victimes des accidents ...

Page 4

Mort d'Elizabeth II

Que deviendra le Commonwealth?

Après la mort d'Elizabeth II, jeudi 8 septembre, Charles III est devenu roi du Royaume-Uni mais ...

Page 7

Financement en faveur du climat

La Banque mondiale débloque 20.793 milliards FCFA, un financement record

Page 4

LES MERCREDIS DU FISC
Tous les 1^{er} mercredi du mois à partir de 10h30
Canal OTR
Office Togolais des Recettes-OTR

SUNU Bank
Pour une rentrée sereine
Choisissez le crédit scolaire de SUNU Bank Togo

Jusqu'au 31 Octobre 2022



CRÉDIT SCOLAIRE

Prenez contact avec votre gestionnaire

+228 22 21 20 47

SUNU Bank Togo

Investissement dans les pays en développement SFI lève plus 1.300 milliards FCFA

La Société financière internationale (SFI), membre du Groupe de la Banque mondiale, a annoncé le 8 septembre 2022, un levé de fonds de 2 milliards de dollars, soit environ 1.310 milliards FCFA, sur les marchés internationaux de capitaux pour débloquer des investissements privés dans les marchés émergents et les économies en développement

• Eyram AKAKPO



Le soutien à la transaction a été solide. Plus de 4,9 milliards de dollars ont été recueillis sur les marchés internationaux de capitaux avec plus de 100 investisseurs. « L'intérêt extrêmement enthousiaste des investisseurs témoigne de la solidité financière d'IFC et de notre position en tant que première institution de financement du développement axée sur le secteur privé dans les pays en développement », a déclaré John Gandolfo, vice-président et trésorier d'IFC, Trésorerie et mobilisation. En effet, le produit de l'obligation déblocquera des financements pour les entreprises et aidera à créer des emplois alors que les pays en développe-

ment sont aux prises avec de multiples défis qui se chevauchent, de la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie à la guerre et à la fragilité. Le nouveau benchmark à trois ans, qui verse un coupon semestriel de 3,625 %, a été fixé avec un écart de SOFR MS+25 points de base, soit +12,5 points de base par rapport au bon du Trésor américain à trois ans correspondant. Les co-chefs de file de cette transaction étaient Citi, Morgan Stanley, TD Securities et Wells Fargo Securities. « Un formidable retour sur le marché de référence en dollars pour IFC, amassant une demande importante et obtenant un excellent résultat de prix malgré la volatilité conti-

nue et des conditions de marché plus larges difficiles. Avec cette transaction, IFC a réaffirmé son produit de référence en tant qu'actif de base en dollars, très apprécié par les investisseurs du monde entier », a déclaré Ben Adubi, responsable SSA, Morgan Stanley. IFC a émis des obligations mondiales libellées en dollars américains chaque année depuis 2000. En outre, elle complète ses émissions publiques en accédant à une variété de marchés différents, notamment par le biais de placements privés et d'obligations thématiques, telles que les obligations vertes pour soutenir les entreprises intelligentes face au climat, et des obligations sociales qui financent des projets de

la SFI pour aider les personnes mal desservies dans les pays en développement ayant un accès limité aux services essentiels. IFC émet également des obligations en monnaie locale pour développer les marchés de capitaux locaux et financer des investissements en monnaie locale et des billets à escompte en dollars américains. Toutes les émissions obligataires d'IFC sont notées triple-A par Standard & Poor's et Moody's. « WFS est ravi de faire partie du premier indice de référence en dollars d'IFC pour son année de financement en cours. Un bon timing et une forte demande, ainsi que la valeur de rareté et la portée mondiale de l'émetteur, se sont tra-

duits par un carnet de commandes de haute qualité avec une large sursouscription. En outre, le Cette transaction rejoint un groupe restreint d'émissions cette année dont le prix était inférieur de trois points de base à celui des IPT. Félicitations à l'équipe d'IFC pour le succès retentissant de cette référence mondiale », a indiqué Carlos Perezgrovas, Head SSA Origination, Wells Fargo Securities. Pour rappel, IFC, membre du Groupe de la Banque mondiale, est la plus grande institution mondiale de développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents. Nous travaillons

dans plus de 100 pays, utilisant notre capital, notre expertise et notre influence pour créer des marchés et des opportunités dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2022, IFC a engagé un montant record de 32,8 milliards de dollars auprès d'entreprises privées et d'institutions financières dans les pays en développement, tirant parti du pouvoir du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et stimuler la prospérité partagée alors que les économies sont aux prises avec les effets des crises mondiales aggravantes.

ECO & FINANCES

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email : ecofinances.infos@gmail.com
Site web : www.ecoetfinances.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumiere - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyram AKAKPO
00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
SALLAH Patience
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS
Tirage: 3000

Certification PCI DSS

SUNU Bank Togo met en confiance ses clients

SUNU Bank Togo a reçu le 9 septembre 2022 à Lomé, la certification PCI DSS (Payment Card Industry Data Security Standard) de Dataprotect sur la sécurité des cartes de paiement.

● Bernard AFAWOUBO



Myriam Adotevi Directrice Générale de SUNU Bank Togo

En effet, la certification de Payment Card Industry Data Security Standard, désigne les normes de sécurité des données applicables à l'industrie des cartes de paiement qui assure aux organismes bancaires et utilisateurs de services en ligne un haut niveau de sécurité. « Cet événement vient couronner plusieurs mois de travail de nos équipes, qui ont œuvré pour parvenir à cette mise en conformité (...) Nous avons franchi un cap important. Nous avons encore d'autres challenges, d'autres projets. Je n'ai aucun doute que

SUNU Bank Togo va franchir toutes les prochaines étapes et continuer à figurer au titre des grandes banques de la sous-région et de la place », a déclaré la Directrice Générale de SUNU Bank Togo, Myriam Adotevi. Cette certification obtenue par SUNU Bank Togo, s'inscrit dans les nombreuses actions stratégiques menées par l'institution financière pour l'amélioration de ses services. « C'est un programme pour la protection des données des porteurs de carte. Ça couvre essentiellement le périmètre monétaire et concerne toutes

les sociétés qui travaillent dans l'industrie de paiement par carte bancaire », a expliqué Florent Adadé, Responsable sécurité des systèmes d'information à SUNU Bank Togo. La conformité aux normes PCI DSS est une exigence du GIM-UEMOA à l'endroit de toutes les Banques de son réseau. Cette certification permettra ainsi à SUNU Bank Togo de délivrer des cartes VISA. « SUNU Bank fait partie des premières structures à avoir obtenu la certification PCI DSS. Il faut l'avouer, c'est un parcours de com-

battant, un parcours très long, un exercice fastidieux qui nécessite l'engagement de toutes les parties et des investissements. La particularité avec la certification PCI DSS de SUNU Bank est que cela a été fait en un temps record. C'est une réalisation très exemplaire », a expliqué Mohamed Alami, consultant PCI DSS & PA DSS. La certification PCI DSS montre l'engagement des responsables à faire de SUNU Bank Togo, une banque crédible

et de confiance. Née du rachat de la BPEC par le groupe SUNU, SUNU Bank Togo a fait officiellement son entrée en tant que première banque du groupe SUNU afin d'offrir des produits des produits packages banque, assurance plus accessibles en un lieu unique. L'institution hérite au Togo de plus de 60 ans d'expérience et d'un vaste réseau d'agences sur toute l'étendue du territoire togolais. Elle offre une large

gamme de produits et services de qualité adaptés à tous les besoins notamment le compte épargne, compte chèque, crédits, plan épargne retraite, dépôt à terme, produits de bancassurance, Digital banking, produits de transfert d'argent et autres. SUNU Bank Togo dispose d'un réseau de 28 agences dont 6 à Lomé et compte plus de 200 collaborateurs dont 50% de femmes.

Campagne agricole 2021-2022

Les céréales en hausse de 4,5%

Au Togo la campagne agricole 2021-2022 a enregistré de bons résultats en termes de céréales, notamment pour le maïs.



D'après les statistiques récemment publiées par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) via son rapport annuel 2021, 929 000 tonnes ont été ainsi produites. Ces chiffres sont en hausse de 4,5% par rapport à ceux de l'année 2020 (885 000 tonnes) et 2019 (912 000 tonnes). D'autres principales cultures vivrières ont

aussi connu une augmentation au cours de la même campagne, notamment le riz paddy (165 000 tonnes), l'igname (960 000), le manioc (1 204 000), le haricot et le niébé (211 000). Ces résultats sont obtenus grâce aux mesures prises par l'exécutif pour accroître la production, dont la subvention des intrants agricoles. Pour la campagne 2022-

2023, cette somme est au-delà de 17 milliards de francs CFA, comme confirmé en mai 2022 par la Centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles (Cagia). Tout au long de la nouvelle saison, les autorités ont mis les moyens en place pour subventionner le sac de 50 kg d'engrais à hauteur de 13 000 francs CFA et livré aux agriculteurs à 18 000 francs. Sans subvention, le prix d'un sac d'engrais est de 31 000 francs CFA normalement. En 2021-2022, le sac était commercialisé à 12 500 francs. 82 000 tonnes d'engrais, c'est la quantité prévue pour la campagne agricole 2022-2023 et qui a été mise à disposition des agriculteurs dans les cantons et les villages répartis sur le territoire.

H o r i z o n - n e w s



Financement en faveur du climat

La Banque mondiale débloque 20.793 milliards FCFA, un financement record

Le Groupe de la Banque mondiale a annoncé dans un communiqué datant du 7 septembre 2022, la mobilisation d'un montant record de 31,7 milliards de dollars, soit environ 20.793 milliards FCFA, au cours de l'exercice 2022 pour aider les pays à faire face au changement climatique.

● Keziah KPATIDE

Il s'agit d'une augmentation de 19 % par rapport au montant déjà historique de 26,6 milliards de dollars atteint au cours de l'exercice précédent. Le Groupe de la Banque mondiale demeure le plus grand bailleur de fonds multilatéral en faveur de l'action climatique dans les pays en développement. « Au cours de notre dernier exercice budgétaire, qui s'est achevé en juin 2022, nous avons apporté un montant record de 31,7 milliards de dollars pour aider les pays à définir et mettre en

œuvre, dans le cadre de leurs plans de développement, des projets liés au climat hautement prioritaires. Nous continuerons à fournir des solutions pour mettre en commun les financements de la communauté mondiale en faveur de projets à fort impact et déployables à grande échelle qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, améliorent la résilience et permettent au secteur privé de se mobiliser », a souligné David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale. Au cours de l'exercice 2022 (1er juillet

2021-30 juin 2022), les investissements dans l'action climatique se sont élevés à 36 % du total des financements du Groupe de la Banque mondiale. Cette proportion dépasse l'objectif fixé dans le Plan d'action sur le changement climatique du Groupe pour 2021-2025, qui prévoit de consacrer en moyenne 35 % des financements de l'institution à l'action climatique. Ensemble, la BIRD et l'IDA ont fourni 26,2 milliards de dollars de financements climatiques au cours de l'exercice 2022. Près de la moitié de ce



montant, soit 12,9 milliards, a servi à financer des investissements dans l'adaptation et la résilience. IFC, la branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, a débloqué un montant sans précédent de 4,4 milliards de dollars en financements climatiques et a levé 3,3 milliards de dollars supplémentaires auprès d'autres bailleurs de fonds. La MIGA, l'institution du Groupe spécialisée

dans le rehaussement du crédit et l'assurance contre les risques politiques, a consacré 1,1 milliard de dollars au financement de l'action climatique. Dans le cadre des efforts qu'il poursuit pour aider les pays à intégrer leurs objectifs climatiques et de développement, le Groupe de la Banque mondiale a récemment lancé la réalisation de plusieurs rapports nationaux sur le climat et le développement. Ces

rapports constituent de nouveaux outils de diagnostic essentiels afin d'aider les pays à hiérarchiser les actions les plus efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et renforcer l'adaptation. Un résumé des conclusions préliminaires de ces rapports sera publié dans les mois à venir dans l'optique de favoriser une discussion pragmatique au sein de la communauté mondiale.

Accidents de circulation

Préserver les intérêts des victimes

Un atelier de sensibilisation sur les procédures d'indemnisation des victimes des accidents de la route s'est tenu le 8 septembre 2022 à Lomé. Dans le pays, les dernières statistiques publiées par le ministère de la sécurité font état de 3818 cas d'accidents de circulation au premier semestre de cette année, causant 347 morts et 4863 blessés pour ne parler que des dommages corporels.

● Patience SALLAH

Cet atelier organisé à Lomé, vise à préserver les intérêts des victimes et bénéficiaires des sinistres automobiles. Cette sensibilisation sur les procédures d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation selon le code CIMA et la convention harmonisée de la carte Brune CEDEAO, vient donc à point nommé « L'imposition de l'assurance responsabilité civile automobile est donc une disposition d'ordre public pour permettre l'indemnisation des sinistres survenus par le fait des véhicules terrestres à moteur et de leurs remorques et semi-remorques. Cette indemnisation est encadrée par des textes bien spécifiques qui sont entre autres : le code de la Conférence Inter-africaine des Marchés d'Assurance (CIMA), une législation unique des assurances qui s'applique dans 14 pays membres de la Conférence dont notre pays le Togo ainsi que la convention harmonisée de la carte brune CEDEAO à l'intention des principaux acteurs intervenant dans le règlement des sinistres automobiles en général et des sinistres automobiles transfrontaliers en particulier pour rechercher des voies et moyens d'assainissement de l'environnement de cette

branche afin d'aboutir à l'indemnisation rapide et équitable des victimes des sinistres automobiles. Cette sensibilisation sur les procédures d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation selon le code CIMA et la convention harmonisée de la carte Brune CEDEAO, vient donc à point nommé « L'imposition de l'assurance responsabilité civile automobile est donc une disposition d'ordre public pour permettre l'indemnisation des sinistres survenus par le fait des véhicules terrestres à moteur et de leurs remorques et semi-remorques. Cette indemnisation est encadrée par des textes bien spécifiques qui sont entre autres : le code de la Conférence Inter-africaine des Marchés d'Assurance (CIMA), une législation unique des assurances qui s'applique dans 14 pays membres de la Conférence dont notre pays le Togo ainsi que la convention harmonisée de la carte brune CEDEAO en ce qui concerne le système d'assurance entre le pays de la CIMA et les autres Etats de la CE-DEAO non membres de la CIMA », a rappelé Kossi Tofio, le directeur de Cabinet du ministre de l'Economie et des Finances. « Il faut avant tout préserver l'intégrité physique et la dignité des personnes qui ont subi des atteintes corporelles. Pour ce faire, il faut leur assurer une indemnisation prompte et équitable par la prise en charge par l'assureur des frais médicaux, des incapacités temporaire et permanente, du préjudice moral des ayants-droits des victimes décédées, etc.. Mais ici, il est important de relever et de saluer également l'effort du gouvernement togolais dont la politique mise en place depuis plusieurs années déjà en matière de développement des infrastructures routières est en adéquation avec la feuille de

sée de la carte brune CEDEAO en ce qui concerne le système d'assurance entre le pays de la CIMA et les autres Etats de la CE-DEAO non membres de la CIMA », a rappelé Kossi Tofio, le directeur de Cabinet du ministre de l'Economie et des Finances. « Il faut avant tout préserver l'intégrité physique et la dignité des personnes qui ont subi des atteintes corporelles. Pour ce faire, il faut leur assurer une indemnisation prompte et équitable par la prise en charge par l'assureur des frais médicaux, des incapacités temporaire et permanente, du préjudice moral des ayants-droits des victimes décédées, etc.. Mais ici, il est important de relever et de saluer également l'effort du gouvernement togolais dont la politique mise en place depuis plusieurs années déjà en matière de développement des infrastructures routières est en adéquation avec la feuille de



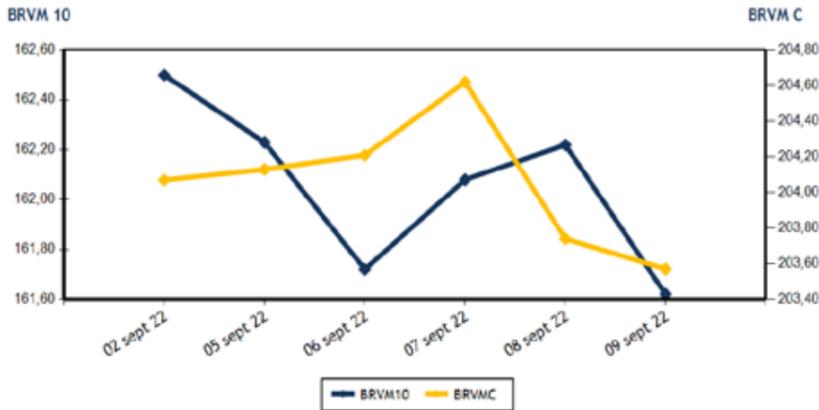
route Togo (20-25) en son axe (iii) "moderniser le pays et renforcer ses structures", dans l'espoir que les usagers en feront un bon usage », a-t-il ajouté. Au Togo, l'obligation d'assurance responsabilité civile automobile existe depuis 1987 et son décret d'appli-

cation n°87-103 du 03 juin 1987. Il faut dire que des lois ont été adoptées dans la plupart des Etats pour instituer une obligation d'assurance automobile visant à garantir un droit à l'indemnisation aux victimes d'accidents de la circulation, un droit axé principalement sur l'indemnisa-

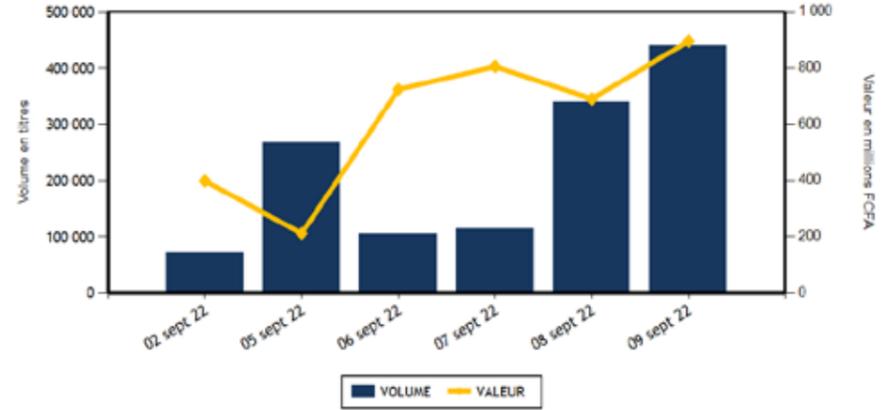
tion des préjudices corporels. L'indemnisation est encadrée par différents textes au niveau régional, mais leur harmonisation reste encore un problème en cas de sinistre transfrontalier. Après l'étape de Lomé, Kara accueillera la même rencontre de sensibilisation le 12 septembre prochain.

BRVM 10	161,62	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 173 vendredi 9 septembre 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	203,57
Variation Jour	↓ -0,37 %		Variation Jour	↓ -0,08 %
Variation annuelle	↑ 5,28 %		Variation annuelle	↑ 0,64 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 128 038 524 023	-0,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	423 230	42,59 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	712 731 776	180,36 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	15	15,38 %
Nombre de titres en baisse	13	-38,10 %
Nombre de titres inchangés	14	75,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 178 198 495 260	0,03 %
Volume échangé	17 726	-59,35 %
Valeur transigée (FCFA)	183 407 000	-57,92 %
Nombre de titres transigés	7	-41,67 %
Nombre de titres en hausse	4	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	2	-81,82 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	9 505	7,40 %	85,64 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	895	4,07 %	-24,79 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 395	3,65 %	-12,77 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 500	3,31 %	6,38 %
BICI CI (BICC)	6 750	2,58 %	-8,78 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 150	-4,17 %	13,30 %
TOTAL SN (TTLS)	2 360	-3,48 %	19,49 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 600	-3,03 %	-8,57 %
CIE CI (CIEC)	2 135	-2,95 %	12,66 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 825	-1,92 %	-8,71 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	100,71	-0,07 %	-8,54 %	10 932	27 264 600	27,14
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	467,55	-0,64 %	4,17 %	4 885	41 651 245	9,31
BRVM - FINANCES	15	77,25	0,16 %	0,16 %	347 646	63 111 136	7,45
BRVM - TRANSPORT	2	431,20	0,28 %	-30,69 %	175	309 500	6,91
BRVM - AGRICULTURE	5	302,12	-0,39 %	24,17 %	55 755	573 834 190	6,25
BRVM - DISTRIBUTION	7	378,72	1,05 %	-7,05 %	3 816	6 530 970	28,18
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 770,62	0,00 %	96,58 %	21	30 135	17,23
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,06	
Taux de rendement moyen du marché	7,35	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,94	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	103	
Volume moyen annuel par séance	1 090 238,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 568 521 428,65	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	7,07	
Ratio moyen de satisfaction	51,02	
Ratio moyen de tendance	721,91	
Ratio moyen de couverture	13,85	
Taux de rotation moyen du marché	0,04	
Prime de risque du marché	6,50	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



CNRD

Les faits marquants de l'actualité économique

Arrivé à la surprise générale à la tête du pays le 5 septembre 2021, le Conseil national pour le redressement et le développement (CNRD) s'est fixé comme objectif de lutter contre la corruption et le détournement des deniers publics. C'est pourquoi dès le 9 septembre, le gouverneur d'alors de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG), Dr Louncény Nabé, a annoncé le gel des comptes de certains membres du gouvernement déçu et ceux des établissements publics à caractère économique (EPA).

Ce gel des comptes a permis aux nouvelles autorités de découvrir de nombreuses poches de détournement dans la Loi de Finances rectificative 2021 où des budgets ont été prévus pour des structures qui n'existaient pas, comme le Haut conseil des collectivités, la Haute Cour de Justice. Déjà, dès le 28 septembre, le Colonel Mamadi Doumbouya avait pris un décret pour geler les dépenses de certaines institutions républicaines se trouvant dans la Loi de Finances rectificatives 2021 adoptée le 2 septembre par l'Assemblée nationale que présidait Amadou Damaro Camara. Suite aux différentes mesures de sécurisation des fonds publics, le franc guinéen s'est stabilisé et s'est même apprécié vis-à-vis des devises étrangères, expliquait le 2 novembre 2021, Dr Louncény Nabé. Toujours à l'en croire, depuis le coup d'Etat du 5 septembre jusqu'à la date du 2 novembre, soit en deux mois, l'Etat s'est désendetté « auprès de la Banque Centrale de l'ordre de plus de mille milliards de francs. »

Le Conseil national de la Transition (CNT) n'étant pas mis en place, le Colonel Doumbouya n'avait qu'un seul choix pour mettre à disposition de son gouvernement un budget, c'est celui de faire des ordonnances. C'est ainsi que le 31 août, cette ordonnance portant Loi de finances initiale 2022 a été prise et fixe les recettes à 26 063 milliards 785 millions 763 mille 611 GNF et les dépenses à 30

607 milliards 656 millions 125 mille 68 GNF. Une des actions phares que le gouvernement de transition a lancées, c'est les Obligations de Trésor (ODT) le 13 avril 2022. C'était la première fois que la Guinée lance un tel programme pour financer ses infrastructures pour réaliser 87 projets prioritaires dans les secteurs des travaux publics, de la santé, de l'éducation, mais aussi de l'action sociale pour 800 milliards GNF pour une cible de 1 500 milliards GNF. Reprise de la coopération avec les partenaires financiers Exclue de la CEDEAO et de l'Union africaine suite au coup d'Etat, la Guinée avait besoin de soutien. Et voilà que les institutions financières africaines et internationales ne l'ont pas laissée tomber. Déjà, le 28 janvier 2022, lors de la Revue du portefeuille actif des projets et programmes qu'elle a financés en Guinée, la BAD a réaffirmé au ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, son engagement à accompagner la Guinée « dans la mise en œuvre efficace et efficiente des projets et programmes d'investissements publics. » Les financements de la BAD en Guinée, a rappelé M. Bassolé, directeur pays BAD, sont passés de 180 millions de dollars US en 2017 à 640 millions de dollars US en 2021. Pendant que tout le monde pense que la Guinée est au ban de la communauté internationale, c'est à ce moment que les aides affluent,

explique le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le Dr Morissanda Kouyaté lors d'une rencontre avec les étudiants de N'Zérékoré, au mois de mai.

« Les ambassadeurs ne viennent pas seulement pour dire bonjour. L'ambassadeur des Etats-Unis seulement par exemple, quand il est venu, il a mis sur la table 23 millions de dollars. La Banque mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI) qui sont toujours prêts à serrer les vices, quand ils sont venus, ils ont mis 1 milliard de dollars sur la table. Les Droits de tirages spéciaux (DTS) qu'on ne pouvait même pas recevoir quand on est en régime normal, on les a obtenus, parce que simplement le sérieux est là. »

L'autre financement qu'a obtenu la Guinée pendant cette transition, c'est celui de l'Agence française de développement (AFD). La convention d'un prêt de 50 millions d'euros a été signée le 25 juillet 2022 avec le ministère de l'Economie pour une durée de 20 ans avec une période de grâce de 10 ans. Cet appui vise à financer le projet de construction d'un centre d'enfouissement technique des déchets solides à Baritode dans la commune rurale de Kouria, préfecture de Coyah. La Guinée a bénéficié, le 27 août 2022, d'une allocation de 520 millions de dollars par la Banque mondiale issus des fonds globaux de l'IDA

20 pour trois ans. Cette allocation est le résultat des réformes engagées par la Guinée dans le cadre de la gestion des finances publiques, de la stabilisation du cadre macro-économique et de la bonne gestion de la dette publique. Situation de la dette publique Selon le bulletin du ministère de l'Economie, des Finances et du Plan,

le stock de la dette publique et de la dette garantie au 30 juin 2022 se chiffre à GNF 60 984,66 milliards, soit environ 7 059 milliards USD. Il est constitué de 34 323,80 milliards GNF, soit 3,973 milliards USD au titre de la dette extérieure (56%) et de 26 661,072 milliards GNF, soit 3,086 milliards USD au titre de la dette intérieure (44%).

Dans le cadre de la mobilisation des recettes de l'Etat, de janvier à août 2022, les différentes régies financières ont pu mobiliser 13 747,27 milliards GNF, soit un taux de mobilisation de 55% des prévisions de la LFI 2022 chiffrées à 24 986,74 milliards GNF.

Avec guineenews

CONVENTIONS DE PARTENARIAT

Signature de plusieurs conventions de partenariat entre les régions marocaines et africaines

PLUSIEURS CONVENTIONS DE PARTENARIAT ONT ÉTÉ SIGNÉES, VENDREDI À SAÏDIA, ENTRE LES RÉGIONS MAROCAINES ET CERTAINS RÉGIONS ET DISTRICTS AFRICAINS POUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL.

Paraphées par les présidents des conseils des régions en marge des travaux de la 1ère rencontre du Forum des régions d'Afrique (FORAF), tenue du 08 au 10 septembre à Saïdia, ces conventions portent sur différents domaines, dont le développement local et communautaire, l'inclusion économique, la promotion des mécanismes de gouvernance, la formation professionnelle ainsi que la protection de l'environnement. Ainsi, une dizaine de conventions de coopération et de partenariat ont été signées entre les régions du Royaume et celles de la Mauritanie, portant sur le renforcement des relations de coopération bilatérale, l'échange d'expériences, la promotion des mécanismes de gouvernance, le renforcement des capacités des acteurs locaux, la consolidation des liens de fraternité entre les populations outre la coordination des positions dans les forums internationaux. A cette occasion, il a été aussi procédé à la signature d'un accord de partenariat entre l'Association des régions du Maroc (ARM) et l'Assemblée des Régions et districts de Côte d'Ivoire (ARDCI) pour encourager les investissements

touristiques et partager les expériences réussies. D'autre part, une convention de partenariat entre les régions marocaines et leurs homologues du Mali a été paraphée, un protocole d'accord entre la région de Guelmim-Oued Noun et la région de Saint Louis de la République du Sénégal en plus d'un mémorandum d'entente entre le Maroc et le Ghana. Les régions des îles Comores ont pour leur part, signé des conventions avec cinq régions du Maroc pour soutenir la coopération entre les secteurs privés, la gouvernance territoriale et promouvoir le développement local et communautaire. A cet effet, la présidente de l'ARM, Mme Bouaida s'est réjouie de ces accords conclus avec l'ensemble des régions africaines, estimant que cette initiative constitue « un nouveau jalon » dans le processus de renforcer la convergence entre les différentes régions et consacrer la coopération entre les différentes parties dans les domaines économique social et environnemental. Elle a fait savoir que la mise en œuvre des dispositions de ces conventions au niveau territorial nécessitera la mobilisation des diffé-

rents acteurs concernés selon une approche basée sur la coordination, la convergence et la détermination des engagements sur la base des indicateurs axés sur les résultats et le domaine d'intervention de chaque partie. Organisé sous le Haut Patronage de SM le Roi Mohammed VI, du 8 au 10 septembre, autour du thème « La contribution des collectivités régionales au développement durable et à la dynamique d'intégration de l'Afrique », le FORAF a pour vocation de contribuer à l'émergence d'une Afrique structurellement réformée, socialement solidaire, économiquement forte, culturellement rayonnante, écologiquement saine et mondialement respectée. Le FORAF se veut également une plateforme permanente au sein de l'organisation CGLU Afrique pour la défense de la contribution des gouvernements régionaux au développement et à l'intégration de l'Afrique, et au renforcement de leur capacité à remplir effectivement leurs mandats avec compétence au service des populations.

Avec Lavieeco

Mort d'Elizabeth II Que deviendra le Commonwealth?

Après la mort d'Elizabeth II, jeudi 8 septembre, Charles III est devenu roi du Royaume-Uni mais également chef du Commonwealth. Mais à quoi sert cette organisation intergouvernementale fondée en 1949 ?



La cheffe du Commonwealth est morte, vie le chef du Commonwealth. En même temps qu'il est devenu roi du Royaume-Uni, après la mort de sa mère Elizabeth II ce jeudi 8 septembre 2022, Charles III a pris la tête de cette organisation intergouvernementale héritée de l'Empire britannique. Qu'est-ce que le Commonwealth ? Il s'agit d'une organisation politique officiellement créée en 1949 pour accompagner la décolonisation et la fin de l'Empire britannique. Elle est l'héritière de la Conférence impériale qui réunissait au début du XXe siècle les chefs de gouvernement des colonies et dominions (des États plus ou moins autonomes) de l'Empire. Sa langue officielle est l'anglais et les États membres ont signé une charte qui défend plusieurs grands principes comme la démocratie, les droits de l'Homme ou la liberté d'expression. Les chefs de gouverne-

ment des États membres se réunissent habituellement tous les deux ans. Le dernier rendez-vous a eu lieu en juin 2022 au Rwanda. Par ailleurs, tous les quatre ans, les meilleurs sportifs des pays de l'organisation s'affrontent lors des Jeux du Commonwealth. La dernière édition s'est déroulée cet été à Birmingham (Royaume-Uni). Quels pays composent le Commonwealth ? Le Commonwealth regroupe cinquante-six États, essentiellement d'anciens membres de l'Empire britannique. Parmi ceux-ci, quinze considèrent toujours la reine ou le roi du Royaume-Uni comme leur propre chef d'État. Il s'agit notamment du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande ou encore de la Jamaïque.

Cinq autres monarchies composent l'organisation dont la Malaisie. Enfin, trente-une républiques sont également membres. On

retrouve notamment l'Inde, l'Afrique du Sud, Chypre ou encore le Cameroun et le Ghana. Tous les États membres sont considérés comme des partenaires « libres et égaux, coopérant librement dans le même but de paix, de liberté et de progrès ». Ils concentrent actuellement plus de 2,5 milliards d'individus, soit un tiers de la population mondiale. Le nombre de membres du Commonwealth n'est pas figé. Le Rwanda a rejoint l'organisation en 2009 tandis que le Togo vient d'y entrer en 2022. À l'inverse, le Zimbabwe a été suspendu puis a quitté le Commonwealth en 2003 après l'élection du président Mugabe dans des conditions contestées. Selon des archives britanniques exhumées en 2007 par la BBC, une adhésion de la France aurait même été envisagée dans les années 50. Le projet n'était finalement pas allé plus loin et la France s'est

ournée vers la Communauté économique européenne, ancêtre de l'Union européenne. Toutefois, tous les pays ne peuvent pas adhérer au Commonwealth, un lien historique avec un des États qui composent déjà l'organisation est exigée. S'ils le souhaitaient, les États-Unis pourraient par exemple faire œuvre de candidature.

Qui dirige le Commonwealth ? Depuis sa création, le Commonwealth a connu trois chefs. Entre 1949 et 1952, il était dirigé par George VI, alors roi du Royaume-Uni. Sa fille, Elizabeth II lui a succédé et a occupé le poste pendant 70 ans. Depuis la mort de cette dernière jeudi, c'est Charles III qui est devenu le nouveau chef du Commonwealth. Contrairement à la couronne britannique, le poste de chef du Commonwealth n'est pourtant pas héréditaire. Ce sont les États membres qui le choisissent. En

2018 lors du sommet d'un Commonwealth à Londres, ils avaient décidé que Charles succéderait à sa mère. Pourquoi le Commonwealth est central dans la monarchie ? Si le titre de chef du Commonwealth est une fonction essentiellement symbolique, il est central dans la vie de la monarchie britannique. Les voyages dans les pays membres des principaux membres de la famille royale. Tout au long de son règne, Elizabeth II a effectué 170 visites parmi les États qui composent l'organisation. Elle peut d'ailleurs se targuer d'avoir posé le pied dans quasiment tous les États membres (à l'exception des membres récents que sont le Gabon, le Cameroun, le Rwanda et le Togo). Elle se trouvait par exemple au Kenya lorsqu'elle a appris la mort de son père, le roi George VI.

En 1953-1954, la reine Elizabeth et son mari Philip ont effectué une tournée d'environ six mois, traversant pas moins de treize pays du Commonwealth. « Je veux montrer que la Couronne n'est pas simplement un symbole abstrait de notre unité, mais un lien personnel et vivant entre vous et moi », avait alors déclaré Elizabeth II lors d'un message enregistré pour Noël depuis la Nouvelle-Zélande. D'autres séjours de la famille royale sont restés dans les mémoires comme le voyage de celui qu'on appelait alors le prince Charles et de la princesse Diana en Australie en 1983. Le couple y avait reçu un accueil triomphal. Quel avenir pour le

Commonwealth ? Symbole de l'avenir incertain du Commonwealth, le prince William et son épouse Kate ont récemment effectué une tournée dans les Caraïbes qui a été émaillée de plusieurs manifestations contre l'héritage colonial de l'Empire britannique. En Australie, de nombreuses voix s'élèvent pour sortir de la monarchie. Un ministre délégué pour la République figure dans l'équipe gouvernementale et a été chargé de préparer une éventuelle sortie de la monarchie. Le débat a également lieu dans plusieurs autres pays comme le Canada, la Nouvelle-Zélande, ou en Jamaïque. Lors du dernier sommet de juin 2022, le prince Charles, qui représentait alors la reine, avait abordé la question : « Le Commonwealth compte en son sein des pays qui ont eu des liens constitutionnels avec ma famille, certains qui continuent d'en avoir et de plus en plus qui n'en ont pas. » « Je tiens à dire clairement, comme je l'ai déjà dit, que le régime constitutionnel de chaque membre, en tant que république ou monarchie, relève uniquement de la décision de chaque État membre », a-t-il poursuivi. Si le Commonwealth a perdu une bonne partie de son rôle politique, il reste central dans les relations diplomatiques et économiques entre les États membres. Il conserve également une influence culturelle forte à travers le monde. L'organisation a également su s'adapter pour faire face au réchauffement climatique et entend développer son rôle en matière de collaboration environnementale.

Offrez-vous la Fibre Togocom

à seulement

10.000 FCFA

et profitez du meilleur de l'internet !

**SUPER
PROMO**



119/888

En agence / commercial itinérant

La Fibre

Offre soumise à conditions.
Frais d'accès fibre à 10.000 FCFA
au lieu de 25.000 FCFA.

Promo valable jusqu'au 30 septembre 2022

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg   



Togocom